

## Intervention de Bruno Lacroix, Président du Conseil Economique et social Rhône-Alpes



Bruno Lacroix, président du CESR Rhône-Alpes

Monsieur le Préfet, Messieurs les Présidents,  
Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Président de la MRIE,

Je vous remercie de m'avoir invité à conclure cette belle journée de présentation du dossier annuel de la MRIE.

En cette conjoncture économique et sociale difficile qui perdure, il est important de souligner le travail de la MRIE, travail de recherche, d'information, de soutien aux acteurs qui luttent au quotidien contre l'exclusion.

Mais la MRIE a aussi pour mission, et les tables rondes de cet après-midi en sont une illustration, d'associer les plus démunis, les exclus, en prenant directement leur parole pour faire émerger des progrès.

Les perspectives développées dans les ateliers de cet après-midi mettent bien en évidence que résorber la précarité chez les jeunes est un enjeu incontournable pour le présent et pour l'avenir.

Dans une société qui devient de plus en plus individualiste, mettre l'accent sur le rôle de la famille, maintenir le lien social grâce au socle familial semble fondamental.

C'est aussi dans ce cadre-là que mettre l'accent sur la prévention de l'exclusion est particulièrement pertinent.

Le CESR se sent depuis très longtemps impliqué dans la lutte contre l'exclusion et plus particulièrement la prévention de l'exclusion. Cette sensibilité s'est concrétisée récemment avec la conférence régionale permanente des partenaires pour la prévention de l'exclusion, lancée le 26 janvier 2010.

Les partenaires que sont l'Etat, la Région Rhône-Alpes, les 8 conseils généraux et le CESR ont signé une charte d'engagement pour prévenir l'exclusion en Rhône-Alpes. A ce titre, la MRIE joue un rôle essentiel d'appui technique de la conférence des partenaires.

Les partenaires se sont engagés sur plusieurs points, notamment sur le repérage des initiatives en matière de prévention de l'exclusion, ainsi que sur l'échange et la valorisation des bonnes pratiques à mettre en œuvre. Ils se sont également engagés à évaluer leurs actions, leurs succès et leurs difficultés.

Nous n'entendons certes pas produire des miracles, nous n'avons ni de recettes, ni de baguette magique mais le CESR entend s'investir dans la lutte contre l'exclusion et plus particulièrement la prévention de l'exclusion et compte sur la MRIE pour faire participer à ce grand chantier les personnes qui vivent l'exclusion, pour que les politiques publiques prennent mieux en compte leurs vrais besoins, pour que les expériences positives repérées dans la région puissent être mises en avant.

En conclusion, je souhaite saluer et manifester mon enthousiasme pour votre travail de solidarité, d'entraide, de soutien au plus près de nos concitoyens les plus démunis.

Je vous remercie pour votre attention...



Présentation du Dossier annuel - le mardi 27 avril 2010

## Regards sur notre dossier annuel et Perspectives - 27 avril 2010, après-midi

### Introduction de Bruno Lachnitt, Directeur de la MRIE

L'une des raisons d'être de la MRIE dans le paysage institutionnel actuel, sa marque de fabrique en quelque sorte, c'est que l'expertise qui éclaire les décisions en matière de prévention de l'exclusion ne soit pas produite en dehors des personnes qui la vivent au quotidien. Dans notre méthode de travail, cela revient à essayer de poser les problèmes à partir de l'expérience et de l'expertise des personnes concernées, parce que nous partageons cette conviction que les personnes exclues sont détentrices d'une véritable connaissance dont l'élaboration de politiques pertinentes pour faire reculer l'exclusion ne saurait se passer. Encore faut-il se donner les moyens dans des démarches collectives, d'organiser cette connaissance, de la structurer au-delà du témoignage ou de l'expression individuelles. Une parole individuelle n'a pas le même statut ni la même légitimité qu'une parole collective élaborée en prenant de la distance par rapport à l'immédiateté du ressenti, à son seul intérêt personnel, à ses préjugés.

C'est ce travail que la MRIE conduit dans le croisement des regards entre groupes d'habitants et de professionnels quand nous animons des démarches que nous appelons « *connaître avec pour agir ensemble* » sur la base d'un partenariat réciproque. Comme l'indique notre charte : « *dans la mise en débat organisée par la MRIE, chaque parole pèse du même poids* ».

C'est ainsi que notre dossier annuel met en perspective des données quantitatives, et qualitatives, le regard de professionnels et la parole de personnes directement concernées par des situations de pauvreté, précarité, exclusion et c'est pour cela qu'il représente un apport essentiel pour les acteurs de la lutte contre l'exclusion.

Cet après-midi, nous voulons donc donner un peu à voir cette méthode de travail en regardant vers le dossier prochain. Les jeunes n'ont pas fait l'objet d'un chapitre spécifique dans ce dossier 2010, mais ils traversent beaucoup de chapitres comme un point d'attention sensible : accès au logement, à l'emploi, aux soins, ... notre dossier est émaillé de clignotants inquiétants les concernant.

Le Conseil Economique et Social Régional, dont le Président nous fera l'honneur de nous rejoindre tout à l'heure, a confié un rôle important à la MRIE dans la conférence permanente des partenaires pour la prévention de l'exclusion dont il a eu l'initiative. Il nous en parlera. Ce n'est sans doute pas un hasard si le thème retenu pour cette conférence en cette année 2010 concerne les jeunes, et ce n'est absolument pas un hasard si les thèmes que nous avons choisis pour les deux ateliers qui vont remplir notre après-midi croisent ceux des deux conférences qui devraient se tenir d'ici la fin de

### SOMMAIRE

- \* Introduction de Bruno Lachnitt, Directeur de la MRIE
- \* 1<sup>ère</sup> Table ronde  
« En associant leurs parents, tous les enfants peuvent-ils réussir ? »
- \* 2<sup>ème</sup> Tables ronde  
« Précarité chez les jeunes : quel avenir pour les 18-25 ans ? »
- \* Intervention de Bruno Lacroix, Président du CESR Rhône-Alpes

### 1<sup>ÈRE</sup> TABLE RONDE « EN ASSOCIANT LEURS PARENTS, TOUS LES ENFANTS PEUVENT-ILS RÉUSSIR ? »

#### SYNTHÈSE DE L'INTERVENTION DU COLLECTIF PAROLE DE FEMMES

##### Changer le regard

<b>De Parents démissionnaires</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Incapables</li><li>• Coupables</li><li>• Irresponsables</li></ul>	<b>À Parents démissionnés :</b> par les institutions, les professionnels, les politiques, les médias, l'école.
<b>De Parents démissionnés</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les stéréotypes</li><li>• Les « a priori »</li></ul>	<b>À Parents partenaires avec :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Des savoirs, des compétences</li><li>• Un potentiel collectif, des analyses</li></ul>

##### Changer le regard : Recherche Collective d'une Université Populaire de Parents sur le décrochage scolaire

- \* Les enfants des quartiers populaires sont décrochés par une école qui ne s'ajuste pas,
- \* Les parents des quartiers populaires sont méprisés, soupçonnés, démissionnés,
- \* Les enfants ont honte de leurs parents, de leur milieu,
- \* Ils sont décrochés par une société qui démissionne leurs parents.

##### LES RELATIONS PARENTS/ÉCOLE – PARENTS/ENFANTS

- \* Il faut dépasser les représentations et apprendre à se comprendre et à s'écouter mutuellement. Les enseignants sont pris dans des injonctions paradoxales, ce qui entraîne une souffrance, il faut aussi les accompagner.
- \* Il faudrait remplacer le terme « convocation » par celui d'« invitation » lorsque l'on demande aux parents de venir rencontrer les professionnels de l'éducation nationale. La convocation devrait rester attachée au domaine de la justice et de la police.
- \* Les parents ont peur d'entrer à l'école, ils se sentent jugés et souvent décredibilisés devant leurs enfants. Attention à la manière dont l'école va vers les parents. Privilégier les lieux d'accueil dédiés aux parents pour leur permettre de faire connaissance avec tous ceux qui « gravitent autour de leurs enfants ».
- \* La CAF a une mission de soutien à la fonction parentale. Les projets vacances familles contribuent à un changement de regard entre les professionnels et les parents qui partagent ensemble

##### LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

\* La **FREREF**<sup>1</sup> a mené un travail, en collaboration avec le Québec, en essayant de changer de regard sur le décrochage scolaire et en passant de la notion de décrochage à celle de rattachage. Lorsqu'il y a décrochage ce n'est pas le seul fait des élèves, on ne décroche jamais seul, ce sont aussi les parents qui sont « décrochés » et il y a perte de sens pour les gamins – une conception systémique s'impose, il y a plusieurs dimensions et plusieurs représentations qui nécessitent des changements.

\* De même, pour rattachage, retrouver du sens en l'école, on peut difficilement le faire seul. Toute personne, à un moment ou à un autre, peut faire bénéficier de son potentiel, tout le monde a des compétences. Importance pour avancer ensemble de partager plus nos doutes que nos certitudes.

\* Le rattachage est un processus : regarder l'enfant comme « porteur d'une expérience et porteur de compétences ». Rattachage à soi-même → rattachage à son environnement → rattachage à sa scolarité.

\* On peut décrocher de la montagne, décrocher de la drogue, décrocher un travail, etc. Il ne faut pas stigmatiser ce terme et ne pas considérer le décrochage scolaire comme une catastrophe. Décrocher temporairement n'est pas forcément une mauvaise chose, il faut le dédramatiser et le voir comme un signal.

\* Le système ne laisse pas son temps à l'enfant, ne lui laisse pas le temps de faire des choix, de trouver et construire son projet, de prendre du recul, etc. On ne lui laisse pas non plus le temps de revenir vers l'école, de rattachage.

L'exemple des **Pôles Relais (académie de Grenoble)** sont des portes de sorties possibles pour des élèves qui « décrochent », c'est une parenthèse pour redonner du sens à la scolarité qui laisse le temps de prendre du recul.

\* La réussite et l'échec sont des constructions collectives. Le système scolaire est très sélectif. La tendance est plus à la répression (éradiquer le décrochage, supprimer les allocations pour lutter contre l'absentéisme) alors qu'elle devrait être à la compréhension du phénomène.

<sup>1</sup> Fondation des Régions Européennes pour la Recherche en Education et en Formation

### 2<sup>IÈME</sup> TABLE RONDE « PRÉCARITÉ CHEZ LES JEUNES : QUEL AVENIR POUR LES 18-25 ANS ? »

##### QUELS JEUNES ?

\* Les jeunes qui viennent en missions locales aujourd'hui sont beaucoup plus amorphes qu'auparavant, ils ont des difficultés à se projeter par rapport à l'emploi. Il faut sortir les jeunes de l'**apathie** qui les gagne, certains acteurs regrettent même le temps où les jeunes exprimaient leur colère dans les salles d'attente. Certains jeunes sont découragés et ne voient pas l'intérêt de travailler à l'école, de passer des diplômes puisque de nombreux exemples autour d'eux leur montrent que cela ne permet pas forcément d'avoir un emploi : « à quoi ça sert d'avoir bac +5 si c'est pour finir chez Mac Do ? ». Voir leur père au chômage et leur famille en situation précaire, contribue à les décourager, à les pousser à « s'auto-exclure ».

\* Dans les Foyers de jeunes travailleurs, les jeunes sont de plus en plus nombreux à être en difficulté, que ce soit au niveau de l'emploi, de la scolarité, du logement, de la santé, etc. Ils ont peu de moyens. Ils sont de plus en plus nombreux à avoir des problèmes psychologiques.

\* Les jeunes adultes sont les plus atteints dans leurs droits fondamentaux. Et ils ont envie de se mettre en colère mais ne savent plus contre qui, ils ont perdu leur pouvoir sur leur vie ! *Aussi il faut transformer cette envie de colère en action.*

\* Le **logement** reste un problème pour les jeunes qui sont stigmatisés, mais certains plus que d'autres. C'est un problème crucial dès qu'ils vivent en couple. Il est difficile de parler des jeunes en général. Les demandes d'hébergement à Habitat Jeunes s'accroissent, alors que les financements se réduisent. Jusqu'où va-t-on imaginer faire plus avec moins ? Les associations sont culpabilisées lorsqu'elles ne peuvent plus prendre de jeunes faute de moyens.

##### LA QUESTION DU TRAVAIL

\* Dans les groupes des jeunes adultes majeurs, le problème majeur c'est l'emploi. C'est un vrai parcours du combattant. Par exemple pour être plombier, c'est un an sur une liste d'attente AFPA ! – l'emploi est la question centrale et notamment les conditions d'accès qui compliquent et sur lesquelles il y a peu d'espaces de contestations et de possibilité d'action. Certains jeunes, même de 30 ans, n'ont jamais travaillé. Ils ne sont jamais entrés dans la vie adulte !

Mais tout miser uniquement sur l'emploi est un risque dans le contexte actuel de pénurie. Il faut travailler sur les **projets** des jeunes, autres que l'emploi, repérer les compétences techniques et sociales et les utiliser dans leur parcours d'insertion. Mais il est difficile en France de se détacher du scolaire et de l'emploi qui restent les portes d'entrée principales dans la société.

Quand on parle de métier, on parle du statut dans la vie active – or à travers des projets, il y a de la part des jeunes de la construction sociale, des enjeux de démocratie et de citoyenneté. Les jeunes eux-mêmes ont intégré cette norme de l'autonomie par l'emploi et lorsqu'ils font appel à une association comme

**Cap Berriat**<sup>2</sup> c'est avec l'idée « aider moi à trouver du travail » et ils rejettent d'emblée d'autres formes d'engagements, d'initiatives. L'association part souvent de cela pour ensuite les aider à développer leurs propres projets.

##### LA QUESTION DU COLLECTIF

Les jeunes en grande difficulté et en souffrance s'isolent. L'accompagnement individuel ne suffit pas. Ce sont les actions collectives qui permettent une valorisation qui a des répercussions sur les parcours individuels (exemple : le projet « festclip » organisé par Habitat Jeunes).

« Le temps partagé » est très important, avec un espace, lieu d'accueil où la parole circule entre les jeunes. Importance de laisser les jeunes « acteurs à 100% » de leur projet et même si ça ne fonctionne pas, le fait de « tester » permet l'accès à l'autonomie.

Il ne faut pas oublier la différence de **genre**, la situation n'est pas la même pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Pour les **jeunes errants** avec des animaux, notamment des chiens, il est encore plus difficile de s'intégrer. Avec eux il faut tout reprendre et arriver à les faire retourner en mission locale c'est déjà un grand progrès.

Il ne faut pas travailler en concurrence mais il faut que tous, militants, associatifs, institutions, travaillent dans le même sens. Les jeunes ne sont pas forcément stabilisés et l'important n'est pas seulement de les aider sur la durée mais de les aider au moment où ils en ont besoin.

C'est le jeune qui agit, la personne qui a la relation avec lui garde la main et ensuite ce sont les institutions entre elles qui construisent un partenariat, mais pas le jeune qui va d'interlocuteur en interlocuteur

Réfléchir à la manière dont les jeunes peuvent participer, s'engager dans la société de façon concrète, à

l'échelle de leur quartier, de leur commune. Leur donner des espaces d'expression, pas uniquement artistiques ou sportives, mais également citoyenne. Pour cela il faut changer de regard sur les jeunes qui ne sont pas considérés comme légitimes dans ces domaines.

<sup>2</sup> Association grenobloise de loi 1901 dont l'objet est de favoriser l'exercice d'une citoyenneté active des jeunes.